



# PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Bourgogne-Franche-Comté

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 602 DU 22 AVRIL 2025

Société SOCARNOD  
COMMUNE DE CHANCEAUX

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 181-15, R. 181-45, R. 181-46 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** le schéma départemental des carrières de la Côte-d'Or approuvé par arrêté préfectoral du 5 décembre 2000 et modifié par arrêté préfectoral du 21 novembre 2005 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 22 juin 2005 portant autorisation de défrichement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 autorisant la société SOTARCOT à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur la commune de Chanceaux au lieu-dit « En Tarcot » ;

**Vu** le courrier du 10 juin 2015 déclarant le transfert de l'autorisation d'exploiter de la carrière susmentionnée à la société SOCARNOD, à la date du 2 avril 2015, du fait de la dissolution sans liquidation de la société SOTARCOT et de la transmission universelle de son patrimoine à son associé unique ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°109 du 16 janvier 2023 mettant en demeure la société SOCARNOD de régulariser la modification consistant en l'extension géographique de la carrière ;

**Vu** le dossier du 15 mars 2022, complété le 6 mai 2024, par lequel la société SOCARNOD porte à la connaissance du préfet la modification des conditions de remise en état de la carrière qu'elle exploite sur la commune de Chanceaux en vue de permettre l'implantation d'un parc photovoltaïque ;

**Vu** le courrier du 13 février 2023 par lequel la société SOCARNOD indique procéder à la régularisation de l'extension géographique au-travers de la cessation d'activité de la carrière de Chanceaux ;

**Vu** le courrier du 5 avril 2023 par lequel la société SOCARNOD notifie au préfet la mise à l'arrêt définitif de la carrière de Chanceaux, sur le périmètre défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation du

13 juillet 2005 susvisé et sur l'extension géographique ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2023 susvisé ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 25 mars 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 2 avril 2025 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** le courriel du 7 avril 2025 par lequel l'exploitant indique ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que le plan cadastral a été modifié depuis l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 susvisé, entraînant la modification de la référence cadastrale de certaines parcelles d'implantation de la carrière ;

**Considérant** que l'exploitant sollicite la modification des conditions de remise en état de la carrière car il estime que le volume de terre végétale disponible ne couvre qu'environ 50 % du volume de terre végétale nécessaire pour procéder à la remise en état telle que prévue dans l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 susvisé ;

**Considérant** que pour les surfaces qui devaient être remises en état pour un usage agricole, l'exploitant propose de réduire l'épaisseur de la couche de terre d'environ 30 cm à environ 20 cm, tout en conservant un usage agricole, et de conserver une haie arborée favorable à l'avifaune ;

**Considérant** que pour les surfaces qui devaient être reboisées, l'exploitant propose de s'appuyer sur le reboisement naturel en cours sur une surface totale de 5 ha 17 a 50 ca, de reboiser une surface de 1 ha 60 a et de laisser une prairie se développer naturellement sur une surface de 4 ha 63 a ;

**Considérant** que ces modalités de remise en état permettent d'augmenter le nombre et le linéaire des zones de transition entre différents milieux (forêt / prairie, prairie / culture, mais aussi entre différents stades d'évolution de la forêt), ce qui est plus favorable à la biodiversité que la remise en état prévue par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 susvisé (une seule transition reboisement / terrains agricoles) ;

**Considérant** que les modifications des conditions de remise en état envisagées ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** toutefois qu'il convient de définir des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

**Considérant** que suite à la mise en demeure du 16 janvier 2023 susvisée relative à l'extension géographique de la carrière à l'extérieur du périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 susvisé, l'exploitant a indiqué procéder à la régularisation au-travers de la cessation d'activité de la carrière de Chanceaux ;

**Considérant** que l'exploitant a notifié la cessation d'activité de la carrière et de l'extension géographique le 5 avril 2023 ;

**Considérant** par conséquent qu'il convient d'encadrer les modalités de remise en état de cette extension ;

**Considérant** que les dispositions des articles L. 512-6-1 et R. 512-39 et suivants du code de l'environnement ont été modifiées par la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 et le décret n°2021-1096 du 19 août 2021, ce qui modifie la procédure applicable lors de la cessation d'activité de la carrière ;

**Considérant** par conséquent que les dispositions de l'article 42 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 ne sont plus adaptées à cette nouvelle procédure de cessation d'activité ;

**Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;**

## ARRÊTE

### Article 1 - Objet

La société SOCARNOD (SIREN 388 082 349) dont le siège social est situé 9, rue du Moulin – 89390 Cry, qui est autorisée à exploiter une carrière de roches massives sur le territoire de la commune de Chanceaux, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions du présent arrêté.

### Article 2 - Description des installations

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 susvisé est remplacé par le suivant :

«

Commune	Section cadastrale	Parcelle cadastrale	Superficie de la parcelle	Surface concernée par la carrière
Chanceaux	ZT	13pp*	3 ha 03 a 10 ca	1 ha 76 a
		14	87 a 50 ca	87 a 50 ca
	D	451	20 ha 80 a 50 ca	1 ha 01 a
		452	11 ha 40 a 40 ca	11 ha 40 a 40 ca

\*pp : pour partie »

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 susvisé est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

### Article 3 - Modalités de remise en état

Les dispositions de l'article 25.2 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Dans le cadre de la remise en état du site, les déchets d'exploitation et stériles de découverte sont disposés en fond de fouille : les plus gros blocs au fond puis les matériaux par granulométrie décroissante jusqu'à la surface. L'ensemble est compacté et nivelé.

Les aménagements suivants sont réalisés au-dessus de ce remblaiement sur les zones délimitées sur le plan en annexe 3 du présent arrêté :

La partie de la parcelle ZT13 située à l'intérieur du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter est remise en état pour un usage agricole. Pour ce faire, une couche d'au moins 20 cm de terre végétale est mise en place.

La partie de la parcelle ZT13 sur laquelle la carrière a été étendue à l'extérieur du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter, visée dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023 susvisé, est remise en état pour un usage agricole. Pour ce faire, une couche d'au moins 20 cm de terre végétale est mise en place.

La parcelle ZT14 est remise en état sous la forme d'une prairie (usage de renaturation). Pour ce faire, une couche d'au moins 20 cm de terre végétale est mise en place. D'autre part, la haie arborée existante en bordure nord et ouest de la parcelle (voir localisation sur le plan en annexe 3) est conservée.

La partie de la parcelle D451 située à l'intérieur du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter est conservée boisée (usage de renaturation).

La parcelle D452 est divisée en plusieurs secteurs (repérés sur le plan de l'annexe 3) remis en état pour un usage de renaturation :

Secteur de la parcelle [repère sur le plan de l'annexe 3]	Activité exercée durant l'exploitation de la carrière	Surface concernée	Modalités de remise en état
Secteur au nord-ouest [repère A1]	Décapage et extraction	4 ha 62 a 90 ca	Régilage uniforme d'une couche d'environ 5 cm de terre végétale pour permettre le développement naturel d'une prairie.
Secteur au nord-est [repère A2]	Décapage et extraction	1 ha 60 a	Mise en place d'une couche d'au moins 30 cm de terre végétale. Reboisement du secteur par semis (densité recherchée : 2 500 graines/ha) avec des essences aptes à supporter les conditions créées par la remise en état (station de plateau sur sol très superficiel). Les essences sont choisies en concertation avec l'ONF. Selon les disponibilités, elles sont notamment constituées d'un mélange des essences suivantes : Bouleau verruqueux, Erable champêtre, Erable de Montpellier. Les semis sont réalisés en période propice (printemps pour les graines préparées, automne pour les graines sèches). Des dispositifs anti-prédation sont mis en place si nécessaire.
Secteur le plus au sud [repère B]	Déboisement sans décapage	4 ha 27 a 50 ca	Le boisement naturel qui a repris naturellement est conservé.
Secteur central [repère C]	Déboisement et défrichement sans décapage	90 a	Le reboisement naturel en cours est conservé.

»

Le plan de remise en état figurant en annexe 2 du présent arrêté est ajouté en annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2025 susvisé.

#### Article 4 - Déclaration de fin d'exploitation

Les dispositions de l'article 42 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 susvisé sont abrogées.

#### Article 5 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société SOCARNOD.

## **Article 6 - Voies et délais de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

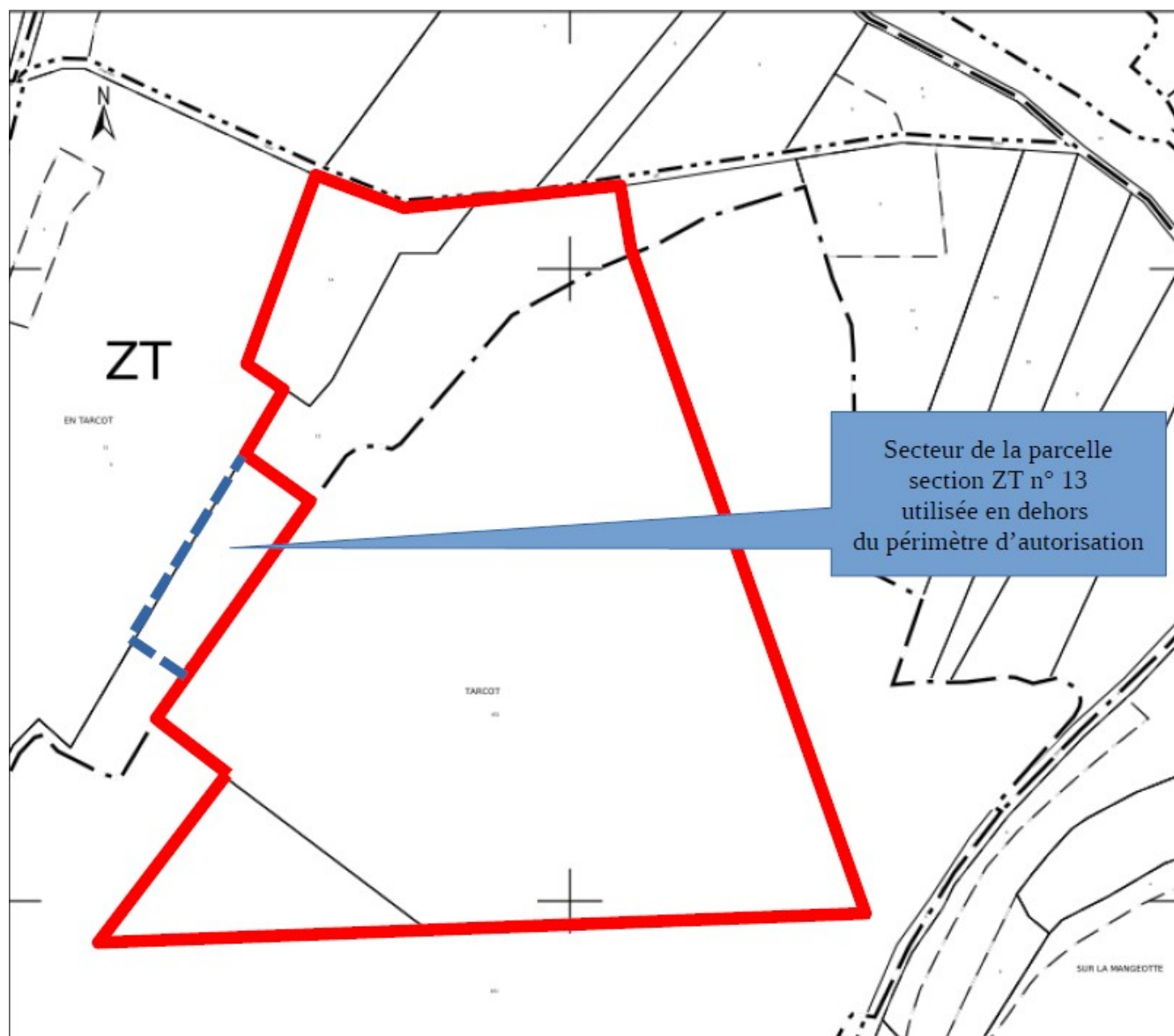
## **Article 7 - Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et le maire de la commune de Chanceaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON

Le Préfet  
Signé  
Paul MOURIER

## Annexe 1 – Plan parcellaire



Périmètre d'autorisation (arrêté d'autorisation du 13 juillet 2005)



Périmètre d'extension (arrêté de mise en demeure du 16 janvier 2023)

## Annexe 2 – Plan de remise en état du site

